



MM



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

PROGRAMME DES NATIONS UNIES

ET DES FINANCES

DES GROUPEMENTS FÉMININS

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DIRECTION GÉNÉRALE DU PLAN

ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
PROGRAMME D'APPUI À LA STRATÉGIE DE
RÉDUCTION DE LA PAUVRETE (P.R.P.)

RAPPORT NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN – ÉDITION 2010

THEME : « CHANGEMENT CLIMATIQUE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN »

RESUME

Le principal objectif du développement humain est d'élargir la gamme des choix offerts à la population qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accès aux revenus, à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé, à l'information et à un environnement propre. Le développement humain durable est un objectif à très long terme dont l'atteinte dépend, en plus des politiques et moyens mis en œuvre, de la capacité d'identifier et d'anticiper les risques.

La sécurité alimentaire, quant à elle, est définie par la FAO comme étant « l'accès économique et physique à l'alimentation adéquate pour tous les membres d'un ménage, sans le risque de perdre cet accès. ». Cette définition implique que trois éléments soient réunis pour assurer la sécurité alimentaire : la disponibilité, la stabilité et l'accès.

Sous ce rapport, par ses effets annoncés et déjà constatés, le changement climatique peut compromettre l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et de développement humain durable. Ainsi, la compréhension des interrelations entre changement climatique, sécurité alimentaire et développement humain est fondamentale dans le contexte des pays en voie de développement particulièrement pour les pays sahéliens, dont le Sénégal, qui sont très vulnérables aux effets du changement climatique. Ce dernier, se manifestant entre autres par un dérèglement des précipitations causant des sécheresses ou des inondations, a de ce fait un impact important sur la production agricole et partant sur les activités économiques.

Le thème retenu donc dans le cadre de ce rapport répond au souci d'aider le Sénégal à mieux prendre en charge les impacts que le changement climatique peut avoir sur le développement humain du pays. L'approche conceptuelle du rapport est articulée autour des relations complexes entre changement climatique, sécurité alimentaire et développement humain. Les effets négatifs sur l'économie, et principalement sur l'agriculture, risquent d'annihiler tous les efforts consentis par le pays pour atteindre la sécurité alimentaire, pilier essentiel du développement humain durable. L'interrelation

entre ces différents éléments devraient permettre d'informer des politiques et stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique centrées sur les spécificités sénégalaises.

Le rapport s'appuyant sur ce triptyque analyse les interrelations entre les différents sous-thèmes à travers trois parties précédées d'une introduction générale sur la complexité du phénomène.

La première partie intitulée « Vulnérabilité du Sénégal face au Changement climatique » met en évidence les faiblesses du Sénégal face à des scénarios de réchauffement climatique plus accru. Sur la base de scénarios et prévisions d'évolution du climat entre 1,5 et 2,5% d'ici à l'horizon 2050, les impacts sur les différents secteurs économiques et sociaux sont passés en revue. Ainsi, la pluviométrie devrait subir des baisses allant de -6% à Saint-Louis, -10% à Dakar jusqu'à -23% à Kédougou. D'ores et déjà, l'évolution climatique du Sénégal sur les trente dernières années s'est traduit par : une diminution de 30% de la pluviométrie, une augmentation des températures de l'ordre de 0,9%, une aridification de plus en plus importante de la partie nord et une tendance plus ou moins forte vers la semi aridité des régions méridionales.

De ce fait, si les tendances persistent, les conséquences seraient très importantes sur la zone côtière avec l'élévation prévue du niveau de la mer qui pourrait conduire à une accélération de l'érosion côtière, des inondations des zones basses (estuaires à mangrove en particulier), une salinisation accrue des sols et des eaux de surface. Il va sans dire que les conséquences sur les établissements humains seront également très importants car d'après les experts (Dennis et al., 1995) une élévation de 1m du niveau de la mer conduirait à la disparition de 55 à 86km² de plages, à l'inondation de 6000km² de zones basses essentiellement estuariennes correspondant à la disparition de la quasi-totalité des mangroves. La population et la valeur économique à risque étant respectivement estimées à 150 000 habitants et à environ 500-700 millions de US\$ (valeur de 1990).

Dans les secteurs économiques plus particulièrement dans le secteur primaire, les impacts se mesurent au niveau de la baisse des pêcheries et des espèces de poissons au niveau de la pêche maritime et continentale, la baisse des rendements des cultures dus aux variations du climat et de la pluviométrie si on sait que l'agriculture sénégalaise est dominée par les cultures pluviales avec 96% des emblavures. L'impact sur cette dernière (qui est à la base de l'économie avec 12% du territoire national qui lui est affectés, 70% de la population active employés par le secteur et une contribution de 10% à la formation du produit intérieur brut) justifie à lui seul la relation du changement climatique à la sécurité alimentaire. Le rapport ne manque pas également de faire ressortir les conséquences attendues dans les autres domaines liés à l'économie tels que les infrastructures, le tourisme ainsi que dans le domaine de la santé (avec la prolifération des maladies vectorielles et respiratoires), de l'éducation, etc.

La deuxième partie traite, de manière plus spécifique, des impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et sur le développement humain. Il montre (i) un modèle de consommation sénégalais extraverti causant une forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur et (ii) un déficit céréalier chronique ne permettant pas une couverture adéquate des besoins céréaliers de la population. Cette situation est à l'origine de l'augmentation constante des importations de produits alimentaires (en hausse de 12,1% entre 2001 et 2007). Or, cela engendre un coût supplémentaire qui peut avoir des effets négatifs sur la pauvreté des ménages ruraux et urbains et mettre en péril les efforts de lutte contre la pauvreté. En effet, d'après l'Enquête sur la Pauvreté au

Sénégal effectuée en 2005, les ménages sénégalais consacrent déjà 46% de leur budget à l'alimentation, ce qui démontre l'importance de ce poste sur la vie des ménages qui préfèrent assurer les dépenses de survie avec leurs faibles revenus.

La troisième partie met en perspective l'état de préparation du Sénégal face au changement climatique à travers les différents instruments de planification sectorielle en vigueur. Elle analyse les politiques d'aménagement du territoire, les politiques d'urbanisme, d'équipement en infrastructures et de gestion du cadre de vie sans oublier les politiques économiques et sociales en vue de montrer certaines faiblesses pour anticiper sur les mesures à prendre.

Dans un des encadrés du rapport, une attention particulière est donnée sur la relation Genre et Changement climatique. En effet, du fait de leur rôle de reproduction, les femmes sont généralement chargées d'assurer le bien-être de la cellule familiale à travers les soins qu'elles lui prodiguent et à travers les revenus des activités économiques qu'elles mènent.

Sous ce rapport, les bouleversements actuels, que connaît le climat et qui ont des répercussions sur les ressources naturelles dont le bois et l'eau sur lesquelles tant de femmes comptent pour nourrir leur famille, doivent être circonscrits afin de ne pas les faire basculer encore plus dans la pauvreté.

De même, les activités génératrices de revenus des femmes du monde rural étant étroitement liées à la production agricole, on devine aisément que la variabilité climatique, qui influe sur la pluviométrie et rend aléatoire la production, aura un impact certain sur les revenus des femmes et partant sur la situation économique de la famille. A titre d'exemple, la prédominance des femmes dans le sous secteur de la transformation des produits halieutiques (90,05%) permet de relever la précarité dans laquelle se trouvent les femmes transformatrices et leur famille si effets du changement climatique ne sont pas jugulés.

En dernier lieu, le rapport tire des conclusions et fait des recommandations telles que :

- le respect des règles de bonne gouvernance pour une utilisation rationnelle et équitable des ressources naturelles,
- l'importance centrale à donner à la politique d'aménagement du territoire pour mettre en cohérence les différentes politiques environnementale, foncière, d'infrastructures et d'équipement, sociale et économique,
- l'articulation nécessaire entre les différentes politiques agricoles pour une approche holistique basée sur une claire répartition des rôles et des responsabilités en fonction des avantages comparatifs tout en favorisant les espaces irrigués et les coopératives agricoles,
- l'articulation entre les différents plans sectoriels et le respect des dispositions légales et réglementaires pour arriver à de meilleurs impacts,
- la mise en place d'une stratégie de recherche/développement capable d'apporter des réponses à temps réel,
- la maîtrise des technologies basées sur l'énergie solaire et les autres énergies renouvelables,
- la meilleure considération du marché de carbone comme une source importante de financement du développement durable et la promotion des initiatives de développement propre tout en renforçant les capacités des acteurs nationaux pour une meilleure intégration du marché de carbone. D'ailleurs, le rapport se termine en posant une question hardie à savoir « Et si le changement climatique favorisait le financement du développement au Sénégal ? »